

Sandrine Rousseau

Oui, l'écologie, c'est social!

{ LES Petits matins }

*On entend beaucoup parler des atteintes
à la liberté des plus aisés quand leurs revenus
sont diminués par les impôts, mais on n'entend
jamais parler de l'extraordinaire augmentation
de la liberté des pauvres quand ils ont un peu
d'argent à dépenser.*

John Kenneth Galbraith, 1985.

Introduction

Oui, l'écologie, c'est social ! N'en déplaise à ceux qui rangent l'écologie du côté – très éculé – d'un retour à la bougie ou d'un vague supplément d'âme vert, elle est même porteuse d'un modèle alternatif de politiques sociales.

Toutes les enquêtes d'opinion le clament : l'emploi et le pouvoir d'achat doivent être l'angle prioritaire de toute politique publique. Alors soit, arrêtons-nous sur ces deux priorités et argumentons : en quoi la transformation de notre société et de notre économie vers un modèle écologiste répond-elle à ces deux préoccupations ? Quelles sont les innovations portées par l'écologie dans ces domaines ?

Ce livre a pour objet de décrire par le menu la manière dont l'écologie apporte des solutions. Parce que préservation de l'environnement et équité sociale sont indissociables ; parce que le développement de l'agriculture biologique, la protection des milieux, le changement d'énergie, la rénovation des bâtiments, la dépollution, la préservation de la biodiversité ou de la qualité des sols constituent des politiques

OUI, L'ÉCOLOGIE, C'EST SOCIAL !

créatrices d'emplois. Mais, bien au-delà, l'éco-logie revendique une autre vision du travail et du pouvoir d'achat. Elle remet en cause les politiques traditionnelles de l'emploi, car il est urgent de sortir du modèle de création d'emplois précaires, à temps partiel et peu rémunérés (l'essentiel des mesures de ces dernières années), qui s'adresse en outre prioritairement aux femmes. De la même manière, la notion de pouvoir d'achat n'a de sens que si elle est accompagnée de deux questions essentielles : le pouvoir d'acheter quoi et en quelles quantités ? Parce qu'il est important de garantir à tous un accès aux biens et aux services que l'on juge nécessaires, il est également indispensable de limiter l'accumulation excessive de biens. Et de même qu'on ne peut pas créer n'importe quel emploi au motif que « c'est un emploi », sans égard à sa qualité, on ne peut pas réclamer à cor et à cri l'augmentation du pouvoir d'achat de tous pour tout.

Les effets négatifs des politiques de l'emploi

Le chômage, le sous-emploi et le pouvoir d'achat sont depuis des années au cœur des discours politiques. Depuis la fin des Trente Glorieuses, et donc les années 1970, les hommes politiques, au moment où ils sollicitent les suffrages des électeurs, multiplient les formules pour convaincre de leur capacité à résoudre le

INTRODUCTION

chômage. Le premier président à être confronté à cette question fut Valéry Giscard d'Estaing, dont le septennat s'est soldé par un doublement du nombre de chômeurs en France, passant de 690 000 environ à 1 300 000. Mitterrand, à sa suite, déclarera presque forfait en affirmant « que l'on avait tout essayé ».

Aujourd'hui, le nombre officiel de chômeurs est bien plus élevé : 2 900 000, mais en réalité la question du sous-emploi touche un nombre beaucoup plus important de personnes. Et donc, naturellement, la question du chômage hante les discours politiques. La campagne électorale de 2007 a ainsi été marquée par la multiplication de formules chocs sur ce thème. On se souviendra longtemps sans doute du « Travailler plus pour gagner plus » ou de « La croissance : j'irai la chercher avec les dents ». Outre que ces formules toutes faites décrédibilisent au final l'action politique (parce qu'après vérification les hommes politiques ont gardé leurs dents, mais la croissance n'est cependant pas revenue), elles montrent combien l'emploi est la pierre sur laquelle achoppent nombre de discours et de politiques publiques.

Ces dernières années, les politiques de l'emploi se sont appuyées sur trois piliers : la diminution du coût du travail, le développement d'emplois non qualifiés et enfin la libéralisation du marché du travail comme condition de création de nouveaux emplois.

OUI, L'ÉCOLOGIE, C'EST SOCIAL !

Ces politiques menées sans réelle interruption à chaque gouvernement de droite ont eu plusieurs effets négatifs. Elles ont conduit à une sorte de polarité du marché du travail, avec d'un côté le développement des horaires longs et des très hauts salaires, et de l'autre la multiplication des petits boulots mal payés et très précaires. Le corollaire en a été l'augmentation inéluctable du nombre de travailleurs pauvres et le développement des inégalités. Et, comme c'est toujours lorsque tout va mal que les choses s'aggravent, la souffrance au travail a elle aussi explosé. Ainsi se retrouve-t-on aujourd'hui avec une partie de la population active qui rêve de trouver un emploi, une autre qui souffre de son travail, et enfin une dernière qui s'enrichit parfois outrageusement mais sans pouvoir réellement en profiter faute de temps pour ce faire.

Enfin, les politiques publiques ont assez régulièrement tapé sur le mauvais clou. Alors que le niveau général d'éducation de la société française progresse – ce qui est une bonne nouvelle –, on développe les emplois non qualifiés ; alors que le nombre de chômeurs s'accroît, on augmente le temps de travail de ceux qui ont un travail ; alors que des secteurs industriels entiers sont menacés, on les soutient à coup de subventions sans exiger des industriels de profondes innovations (c'est le cas de l'automobile, notamment).